

Tension sociale maximale au sein de l'office européen des brevets

PAR LUDOVIC LAMANT
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 24 JUIN 2014

Le climat social est délétère au sein de cette agence intergouvernementale dirigée par un Français de plus en plus contesté. À la veille d'un conseil d'administration clé, Montebourg demande un audit externe sur la situation sociale.

C'est une institution aux allures de micro-État, peu connue du grand public, dont la gestion nourrit de plus en plus d'inquiétudes. Restrictions portées au droit de grève, entraves à l'activité syndicale, suspension de certains salariés en désaccord avec la ligne officielle... La liste des griefs à l'encontre de la direction de l'Office européen des brevets (OEB), une agence intergouvernementale qui emploie près de 7 000 personnes, ne cesse d'enfler depuis deux ans.

Les tensions sont telles que des députés nationaux et européens, en Italie, en France ou au Luxembourg, ont commencé à relayer les alertes répétées de syndicalistes, dénonçant ce qu'ils considèrent être des « pratiques managériales d'un autre âge ». À la tête de l'institution, Benoît Battistelli, un énarque français de 63 ans, en poste depuis 2010, suscite la controverse. En interne, certains comparent son style à « celui des dictateurs africains », si l'on en croit le portrait rugueux que lui a consacré le quotidien *Die Zeit*, en mars dernier.

L'OEB tient un conseil d'administration de mercredi à jeudi, entre les murs de son site de La Haye aux Pays-Bas, et Battistelli espère obtenir une prolongation implicite – pour trois ans – de son mandat actuel, qui se termine en juin 2015. L'affaire semble bien engagée, malgré les tensions sociales internes. Les salariés en colère ont prévu d'organiser une manifestation à l'extérieur du site, faute de mieux (une grève était à l'origine prévue, mais la direction a préféré reporter le vote interne nécessaire à sa tenue). Leur slogan : « Le personnel de l'OEB a droit aux mêmes droits que les citoyens européens. »

« Battistelli nous ignore, ils nous écrase, il passe en force sur tous les dossiers », dénonce l'un des syndicalistes, sous couvert d'anonymat, de peur de représailles internes. Le seul syndicat de l'agence, **Suepo**, revendique l'adhésion de près de la moitié des salariés. Il a obtenu 38 des 44 postes en jeu lors des élections des représentants du personnel, le 18 juin dernier, mais il assure être systématiquement écarté des prises de décision de l'office en matière de gestion sociale.

De son côté, Benoît Battistelli – qui est également conseiller municipal UMP à **Saint-Germain-en-Laye** – se dit « victime depuis des mois d'une campagne de diffamation et d'une tentative de déstabilisation ». Joint par Mediapart, il conteste point par point les reproches qui lui sont adressés, et rappelle avoir été élu par le conseil d'administration, il y a quatre ans, « avec un mandat tout à fait clair, celui de moderniser l'office ».



Benoît Battistelli, président de l'Office européen des brevets. © OEB

D'un strict point de vue comptable, le bilan de Battistelli est plutôt flatteur : l'OEB est une machine qui tourne bien, rentable, avec un chiffre d'affaires de deux milliards d'euros par an, et pas moins de 270 000 demandes de brevets traitées l'an dernier (pour 67 000 brevets délivrés). Même si l'agence n'est pas officiellement reliée à l'Union européenne – elle compte en tout **38 États membres** –, elle est devenue un rouage central de la politique industrielle sur le continent. Et ses salariés ultra-qualifiés (dont 1 200 Français) n'ont *a priori* pas à se plaindre : sans compter les avantages sociaux liés à l'expatriation, et leur retraite à la carte, le salaire moyen dépasse la barre des 7 000 euros, si l'on en croit **ce rapport officiel** sur l'exercice 2012.

Mais ce confort indéniable n'empêche pas les crispations. Car l'OEB, comme toute autre agence intergouvernementale, a le pouvoir de définir elle-même ses statuts et ses règles de fonctionnement, hors de toute législation nationale. Avec, pour seule contrainte, de répondre à quelques grands principes fixés par l'Organisation internationale du travail (OIT), et d'être conforme à la jurisprudence du tribunal de l'OIT. Depuis fin 2012, Battistelli est accusé par les syndicats d'avoir profité de sa souveraineté totale pour museler toute forme de contestation interne, et organiser un système de gestion opaque en faveur de sa personne.

L'un des points les plus sensibles porte sur l'affaiblissement du droit de grève. Après avoir obtenu le feu vert du conseil d'administration en juin 2013, lui laissant carte blanche en la matière, le président a durci les critères, via une circulaire : il faut désormais qu'un syndicat, ou un groupe représentant au moins 10 % des salariés, sollicite en amont la direction. Celle-ci organise ensuite un scrutin interne sur le principe d'une grève, qui doit être approuvée par 50 % au moins des votants (avec une participation d'au moins 40 % des salariés), pour que la grève soit autorisée. Autre précision apportée dans la circulaire : la grève alors convoquée ne peut dépasser un mois.

« On est dans une situation où un directeur français de l'office met en place des textes qui seraient interdits dans son pays... En France, il existe un droit individuel à faire grève. Ce n'est plus le cas à l'OEB », s'inquiète un syndicaliste. Battistelli, lui, assume cette nouvelle législation : « Avant mon arrivée, il n'y avait aucune règle encadrant le droit de grève, si bien que les gens faisaient grève durant des années entières, deux heures le vendredi, trois heures le mardi... Cette situation ne pouvait plus durer. » Et de préciser que « depuis, il y a déjà eu sept ou huit jours de grève, ce qui prouve bien que le droit à la grève n'a absolument pas été réduit ».

Montebourg veut un audit indépendant

Autre décision qui passe mal à l'office : il est désormais interdit d'envoyer un mail depuis sa messagerie professionnelle à plus de cinquante

destinataires, manière, pour la direction, de freiner la communication syndicale en interne. Là encore, le patron de l'OEB assume : « La boîte mail est un outil professionnel, ce n'est pas fait pour recevoir des maximals. Nous en recevons pratiquement un par jour, à une époque. Un mail professionnel, ce n'est pas fait pour recevoir de la documentation syndicale. » L'intéressé se défend pour autant : « Je récusé totalement l'idée selon laquelle la liberté d'expression soit entravée au sein de l'OEB. »

Dans le même ordre d'idées, une douzaine de représentants syndicaux ou du personnel ont fait l'objet de sanctions ces derniers mois, mesures considérées comme « iniques » par les syndicats, tandis que le président a placé **ses plus proches**, tous français, à des postes-clés de l'institution. Benoît Battistelli est également contesté en interne, pour avoir bloqué toute enquête digne de ce nom portant sur deux cas de suicides de salariés, l'un en 2012, l'autre en 2013. À chaque fois, la direction a mis en avant l'« immunité fonctionnelle » dont bénéficie ce type d'institutions internationales, coupant court à toute enquête menée par des services du travail néerlandais.

Le plus récent des deux cas de suicide s'est pourtant déroulé sur les lieux du travail : un employé s'est jeté par la fenêtre d'un des bâtiments du siège de La Haye. « On essaie de me rendre responsable de suicides, s'indigne Battistelli. Nous sommes 7 000 personnes au sein de l'OEB. Si vous prenez les ratios habituels de suicides, je ne crois pas qu'il y ait quoi que ce soit d'exceptionnel. »

Malgré ce climat social extrêmement tendu, les membres du conseil d'administration ne devraient pas s'opposer à la reconduction du Français à la tête de l'office. Ce conseil est composé des représentants des 38 États membres (*la liste est ici*), dont la France. Arnaud Montebourg, ministre de tutelle, a été alerté en février sur la situation sociale interne à l'OEB, par une **lettre** du député PS Philip Cordery (*lire sa tribune sur Mediapart publiée ce mardi*).

Du côté du ministère, où l'on se refuse à dire si l'on appuiera ou non la prolongation du mandat de Battistelli, l'analyse tient en deux temps. D'abord, un

soutien de principe à l'un des points les plus sulfureux des réformes sociales en cours : les restrictions apportées au droit de grève. « *C'est vrai que le droit français est plus exigeant, mais il faut bien comprendre que l'OEB est une agence composée de 38 États membres, et c'est donc le résultat d'un compromis, compatible avec les principes de l'Organisation internationale du travail. Quoi qu'il en soit, il n'existait pas, jusqu'à présent, de base juridique pour ce droit de grève, c'est donc mieux qu'auparavant* », estime-t-on au cabinet d'Arnaud Montebourg.

Le ministère s'apprête également à proposer, par la voix de son représentant, un « *audit externe des relations sociales* » au sein de l'office. Rien ne dit qu'il sera suivi par une majorité au sein du conseil, mais le projet, s'il se confirmait, pourrait tout de même compliquer certains des projets de Benoît Battistelli.



Benoît Battistelli, lors d'une conférence à Bruxelles en septembre 2013, aux côtés de Michel Barnier et Antonio Campinos (OHMI). © Commission européenne.

Reste un acteur discret face à ces crispations sociales: la commission européenne. Certes, l'OEB est totalement indépendant de l'Union, conformément à

ses statuts. Mais le commissaire européen au marché intérieur, Michel Barnier, devrait tout de même se sentir concerné, lui qui a poussé pour la création d'un brevet unique européen, **qu'il a fini par obtenir**, en 2013, après des années de négociations exténuantes à Bruxelles... Car c'est bien l'OEB qui sera chargé de la délivrance de ces brevets européens, et deviendra le bras armé d'un pan entier de la politique industrielle en Europe.

Joint par Mediapart, les services de Michel Barnier se montrent, là aussi, prudents. « *Le commissaire estime que les droits des travailleurs doivent être respectés, et qu'il est essentiel d'assurer un véritable dialogue social* », explique sans surprise la porte-parole de l'ancien ministre français, avant de rappeler que « *les relations entre l'OEB et la commission ne sont encadrées par aucun accord formel* ». En clair, la commission « *n'est pas en mesure d'évaluer le contenu des articles de presse qui rapportent des modifications du règlement interne à l'office* », et ne joue qu'un rôle d'observateur dans les conseils d'administration. Mais jusqu'à quand l'exécutif européen pourra-t-il se contenter de cette place d'observateur, s'il continue de miser aussi fortement, dans les années à venir, sur l'OEB ?

Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.
Capital social : 32 137,60€
Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.
Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90
Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.
Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Managing Editor: Edwy Plenel
www.mediapart.fr

Employee tensions running high at the European Patent Office

BY LUDOVIC LAMANT

ARTICLE PUBLISHED ON TUESDAY 24 JUNE 2014

There's a lot of bad feeling among employees at this intergovernmental body and the Frenchman at its helm is coming under increasing fire. The day before a key meeting of the management committee, Montebourg demands an external audit of employee welfare.

As an institution, it behaves like a micro-state, largely hidden from the public gaze and managed using increasingly worrying tactics. Restrictions to the right to strike, obstacles to trade union activity, the suspension of employees who do not toe the official line...

The list of grievances against the management of the European Patent Office (EPO), an intergovernmental agency which employs almost 7,000 people, has been steadily growing for the last two years.

Tensions are so bad that national and **European** MPs, in **Italy, France** and Luxembourg, have begun echoing the repeated warnings of trade unionists, condemning what they consider to be "*anachronistic management practices*". At the head of the institution is the controversial figure of Benoît Battistelli, a 63-year-old French graduate of the *École nationale d'administration* who has occupied the role since 2010. Within the Office, some people compare his style to "*that of African dictators*", if we are to believe the unflattering profile **about him that appeared** in March in daily newspaper *Die Zeit*.

The EPO holds management committee meetings from Wednesday to Thursday, within the walls of its Hague office in the Netherlands, and Battistelli hopes that his current mandate, which ends in June 2015, will be automatically renewed for a further three years. His position does not appear to be under any threat, despite the tensions within the organisation's ranks. Angry employees have planned a demonstration outside the office, for want of a better option (a strike was originally planned, but the management committee chose to postpone the internal vote needed for it to go ahead). Their slogan is: "*EPO staff are entitled to the same rights as European citizens.*"

"*Battistelli is ignoring us, he's crushing us, he's railroading every single file*", complains one of the trade unionists, who wished to remain anonymous for fear of internal reprisals. The organisation's only trade union, **Suepo**, claims that almost half of the employees are members. It won 38 of the 44 positions at stake in the staff representative elections on 18 June but maintains that it is routinely excluded from the office's decision-making processes on employee management.

Meanwhile, Benoît Battistelli – who is also a town councillor for the UMP in **Saint-Germain-en-Laye** – claims that he has "*for months been a victim of a smear campaign and attempts to undermine the organisation*". When contacted by Mediapart, he disputes each and every one of the accusations made against him and points out that he was elected by the management committee four years ago "*with a perfectly clear mandate - to modernise the office*".

[Benoît Battistelli, President of the European Patent Office. © EPO]

From a strictly financial point of view, Battistelli's record is rather impressive: the EPO is a well-oiled and profitable machine, with turnover of two billion euro a year. It handled no less than 270,000 patent applications in the last year and awarded 67,000 patents. Although the office is not officially part of the European Union - it has a total of **38 Member States** - it has become pivotal to industrial policy on the continent. And, on the face of it, its exceptionally well-qualified employees (1,200 of them French) have nothing to complain about: not counting the social benefits of expatriation, and their flexible retirement options, the average salary tops 7,000 euro, if this **official report** on the 2012 financial year is to be believed.

Yet this undeniable plus does not prevent the tensions. Because, like every other intergovernmental agency, the EPO has the power to set its own statutes and rules of procedure, unfettered by any

national legislation. The only constraint is that it must satisfy a number of general principles set by the International Labour Organisation (ILO) and comply with the jurisprudence of the ILO tribunal. Since late 2012, Battistelli has been accused by the trade unions of exploiting this total sovereignty to gag all forms of internal dissent and organise an opaque management system which works in his own favour.

One of the most sensitive issues concerns the weakening of the right to strike. After being given the green light by the management committee in June 2013, allowing him carte blanche in this regard, the President issued a circular announcing tougher criteria: from now on, a trade union or a group representing at least 10% of employees must first make a request to the management committee. The latter will then organise an internal vote on the principle of a strike, which must be approved by at least 50% of the voters (with at least 40% of employees participating in the vote) in order for the strike to be authorised.

Another stipulation made in the circular is that a strike called in this way cannot exceed one month.

"We're faced with a situation where a French director of the office is issuing texts which would be forbidden in his own country... In France, there's an individual right to strike. This is no longer the case at the EPO", worries one trade unionist. Battistelli, meanwhile, is taking on the role of legislator: *"Before my arrival, there were no rules on the right the strike, with the result that people had been striking for whole years, two hours on Friday, three hours on Tuesday... This situation was untenable. And he is keen to point out that "since then, there have already been seven or eight days of strikes, which proves that the right to strike has by no means been curtailed."*

Montebourg wants an independent audit

Another decision that hasn't gone down too well at the office is the ban on employees sending e-mails from their work e-mail address to more than fifty recipients; this is a way for the management to curb trade union communication within the organisation. Again, the EPO boss argues: *"The inbox is a professional tool, it isn't designed to receive e-mail campaigns. At one time, we used to receive virtually one a day. Professional e-mail addresses are not for receiving trade union documentation.* Nonetheless, he defends himself: *"I categorically refute the notion that freedom of expression is curtailed at the EPO".*

In the same vein, sanctions have been imposed on a dozen trade union and staff representatives in recent months, measures that are considered *"iniquitous"* by the trade unions, whilst the President has placed his **closes allies**, all French, in key roles at the institution. Benoît Battistelli also faces dissent within the organisation, because he blocked any remotely adequate investigation into the two suicides by employees - one in 2012, the other in 2013. On each occasion, the management committee cited the *"immunity of office"* which this kind of international institution enjoys, putting paid to any investigations by Dutch employment bodies.

The most recent of the two suicides, however, happened at the workplace: an employee jumped out of the window of one of the buildings at the EPO office in The Hague.

"People are trying to blame me for the suicides", complains Battistelli. *There are 7,000 of us at the EPO. If you look at the normal suicide rates, I don't think there's anything unusual going on.*

Despite this extremely tense atmosphere among employees, the members of the management committee are unlikely to oppose the renewal of the Frenchman's mandate to run the office. This committee is made up of representatives of the 38 Member States (**listed here**), including France. Arnaud Montebourg, the responsible minister, was alerted to the problem of poor employee morale at the EPO in February, in a **letter** from SP MP Philip Cordery (**read his forum on Mediapart published this Tuesday**).

At the ministry, where they're refusing to be drawn on whether they will support the renewal of Battistelli's mandate, the analysis is twofold.

Firstly, there is support in principle for one of the most nefarious aspects of the ongoing social reforms: the restrictions on the right to strike. *"French law is indeed more exacting, but you have to understand that the EPO is an agency made up of 38 Member States, so it is the result of a compromise which is compatible with the principles of the International Labour Organisation. Either way, until now, there was no legal basis for this right to strike, so things are better than they used to be,"* is the opinion in Arnaud Montebourg's office.

The ministry is also getting ready to suggest, through its representative, an "*external audit of employee relations*" at the office. It may well not be followed by a majority on the management committee, but the project, if it goes ahead, could nonetheless be a spanner in the works for some of Benoît Battistelli's projects.

[*Benoît Battistelli, at a conference in Brussels in 2013, with Michel Barnier and Antonio Campinos (OHIM). © European Commission.*]

The European Commission is proving reticent in the face of these employee tensions. Admittedly, the EPO is completely independent from the Union, in accordance with its statutes. But the European Commissioner for the Internal Market, Michel Barnier, should nonetheless feel concerned. It was he who pushed for the creation of a single European patent, **which he eventually got**, in 2013, after years of exhausting negotiations in Brussels - and the EPO will be responsible for issuing these European patents, making it a driving force behind a whole swathe of industrial policy measures in Europe.

When contacted by Mediapart, Michel Barnier's office is also unwilling to be drawn on this issue. "*The Commissioner believes that workers' rights must be respected and that it is vital to ensure proper social dialogue*", explains (unsurprisingly) the spokesperson for the former French minister, before pointing out that "*relations between the EPO and the Commission are not covered by any formal agreement*". Clearly, the Commission "*is not in a position to assess the content of press articles reporting on changes to the internal rules of procedure at the office*", and acts merely as an observer at the management committee meetings. But for how long can the European executive stand back and watch, if it continues to rely so heavily in the coming years on the EPO?

Managing Editor Edwy Plenel

Editor in Chief: François Bonnet

The journal MEDIAPART is published by Société Editrice de Mediapart (SAS).

Duration of the company: ninety-nine years starting from 24 October 2007.

Capital: €32,137.60.

Entered in the Commercial Register for Paris under number 500 631 932.

Commission paritaire des publications et agences de presse (Joint Commission for Publications and Press Agencies) registration number: 1214Y90071.

Management Board: François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Chairman), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm.

Direct and indirect shareholders : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Editorial and admin office : 8 passage Brulon 75012 Paris

Email: contact@mediapart.fr

Telephone: + 33 (0) 1 44 68 99 08

Fax : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Owner, publisher, printer and provider of the services offered: Société Editrice

de Mediapart, *Société par actions simplifiée* with capital of €32,137.60, entered under number 500 631 932 in the Commercial Register for PARIS, with registered office at 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Subscriptions: Mediapart's subscription department can be contacted for any information, questions or advice, at the following e-mail address: serviceabonnement@mediapart.fr. Alternatively, you can write to Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Maximale soziale Spannung innerhalb des Europäischen Patentamts

VON LUDOVIC LAMANT

ARTIKEL VERÖFFENTLICHT AM DIENSTAG, DEN 24. JUNI 2014

Das Betriebsklima innerhalb dieser zwischenstaatlichen Einrichtung, die von einem immer umstritteneren Franzosen geleitet wird, ist vergiftet. Am Vortag einer Verwaltungsratssitzung mit Schlüsselfunktion, verlangt Montebourg eine externe Prüfung in Bezug auf die betriebliche Situation.

Dies ist eine Einrichtung mit dem Gebaren eines Mikrostaats, die in der breiten Öffentlichkeit kaum bekannt ist und deren Leitung immer größere Beunruhigung auslöst. Einschränkungen des Streikrechts, Behinderung der Gewerkschaftsaktivität, Suspendierung bestimmter Mitarbeiter im Widerspruch zu der offiziellen Linie...

Die Liste der Beschwerdepunkte gegen die Leitung des Europäischen Patentamts (**EPA**), einer zwischenstaatlichen Einrichtung mit fast 7.000 Mitarbeitern, wird seit zwei Jahren immer länger.

Die Spannungen sind so beschaffen, dass nationale und **europäische** Abgeordnete in **Italien**, in **Frankreich** oder in Luxemburg begonnen haben, die wiederholten Alarmmeldungen von Gewerkschaftern weiterzugeben, indem sie das anprangern, was sie als "*Managementpraktiken aus einer anderen Epoche*" ansehen. An der Spitze der Institution steht Benoît Battistelli, ein französischer ENA-Absolvent von 63 Jahren, der seit 2010 sein Amt innehat und die Kontroverse auslöst. Intern vergleichen bestimmte Personen seinen Stil mit "*demjenigen afrikanischer Diktatoren*", wenn man dem rauen Bild Glauben schenkt, das die Tageszeitung *Die Zeit* im vergangenen März **von ihm gezeichnet hat**.

Das EPA hält von Mittwoch bis Donnerstag in den Mauern seines Standorts Den Haag, Niederlande, eine Verwaltungsratssitzung ab und Battistelli hofft auf eine stillschweigende Verlängerung – um drei Jahre – seines derzeitigen Mandats, das im Juni 2015 ausläuft. Die Sache scheint recht verwickelt, trotz der internen sozialen Spannungen. Die zornigen Mitarbeiter haben in Ermangelung einer besseren Lösung die Veranstaltung einer Kundgebung außerhalb des Standortgebäudes vorgesehen (zunächst war ein Streik geplant, aber die Leitung hat es vorgezogen, die für dessen Durchführung erforderliche interne Abstimmung hinauszuschieben). Ihr Slogan: "*Das Personal des EPA hat das Recht auf die gleichen Rechte wie die europäischen Bürger.*"

"*Battistelli ignoriert uns, er überfährt uns, er setzt sich gewaltsam über alle Dossiers hinweg*", bemängelt einer der Gewerkschafter in anonymer Form, da er interne Repressalien befürchtet. Die einzige Gewerkschaft der Institution, die **IGEPA**, beansprucht die Mitgliedschaft nahezu der Hälfte der Mitarbeiter. Sie hat bei den Wahlen der Personalvertreter am 18. Juni dieses Jahres 38 der 44 zu vergebenden Posten gewonnen, aber sie versichert, von den Entscheidungen des Amts in Bezug auf Mitbestimmung systematisch ausgeschlossen zu werden.

Benoît Battistelli seinerseits – der auch Gemeinderat UMP in **Saint-Germain-en-Laye** ist – sagt, er sei "*schon seit Monaten Opfer einer Diffamierungskampagne und eines Versuchs der Destabilisierung*". Gemeinsam mit Mediapart (einer französischen Internet-Zeitung) bestreitet er Punkt für Punkt die ihm gemachten Vorwürfe und erinnert daran, dass er vor vier Jahren vom Verwaltungsrat gewählt wurde, "*mit einem ganz klaren Mandat, nämlich dem Mandat zur Modernisierung des Amts*".

Benoît Battistelli, Präsident des Europäischen Patentamts. © EPA

Von einem streng buchhalterischen Standpunkt ist die Bilanz von Battistelli eher schmeichelhaft: Das EPA ist eine Maschine, die gut funktioniert und die, mit einem Umsatz von zwei Milliarden Euro pro Jahr und nicht weniger als 270.000 Patentanmeldungen, die im vergangenen Jahr bearbeitet wurden (bei 67.000 erteilten Patenten), rentabel ist. Wenngleich die Einrichtung nicht offiziell mit der Europäischen Union verbunden ist – sie zählt insgesamt **38 Mitgliedsstaaten** –, ist sie zum zentralen Räderwerk der Industriepolitik auf dem Kontinent geworden. Und ihre hochqualifizierten Mitarbeiter (davon 1.200 Franzosen) können sich *a priori* nicht beschweren: Abgesehen von den mit der Ausbürgerung verbundenen sozialen Vorteilen und ihrem Ruhestand à la carte, übersteigt das Monatsgehalt die Grenze von 7.000 Euro, will man diesem **amtlichen Bericht** über das Geschäftsjahr 2012 Glauben schenken.

Aber dieser unleugbare Komfort verhindert keine Verkrampfungen. Denn das EPA hat, wie jede andere zwischenstaatliche Stelle, die Befugnis, seine Satzung und seine Betriebsregeln selbst zu

definieren, unabhängig von jeder nationalen Gesetzgebung. Mit der einzigen Einschränkung, dass einige große Prinzipien erfüllt werden, die von der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO) festgelegt wurden, und die Rechtsprechung des IAO-Gerichts eingehalten wird. Seit Ende 2012 wird Battistelli von den Gewerkschaften beschuldigt, seine totale Souveränität ausgenutzt zu haben, um jede Art des internen Protests mundtot zu machen und ein intransparentes Verwaltungssystem zugunsten seiner Person zu organisieren.

Einer der sensibelsten Punkte betrifft die Abschwächung des Streikrechts. Nachdem der Verwaltungsrat im Juni 2013 grünes Licht gegeben hatte, wodurch ihm in der Sache freie Hand gelassen wurde, verschärfte der Präsident die Kriterien mithilfe eines Rundschreibens: Künftig muss eine Gewerkschaft oder eine Gruppe, die wenigstens 10% der Mitarbeiter vertritt, vorher die Leitung um ihre Zustimmung bitten. Diese organisiert dann eine interne Wahl in Bezug auf die Grundlage eines Streiks, der von mindestens 50% der Stimmberechtigten (bei einer Beteiligung von mindestens 40% der Mitarbeiter) genehmigt werden muss, damit der Streik zulässig ist. Eine weitere Präzisierung, die im Rundschreiben eingebracht wird: Der dann anberaumte Streik darf einen Monat nicht überschreiten.

"Es besteht eine Situation, in der ein französischer Amtsleiter Texte einführt, die in seinem eigenen Land verboten wären... In Frankreich besteht ein individuelles Streikrecht. Dies ist beim EPA nicht mehr der Fall", sorgt sich ein Gewerkschafter. Battistelli selbst akzeptiert diese neue Gesetzgebung: *"Vor meinem Kommen gab es keinerlei Regel hinsichtlich des Streikrechts, obgleich die Leute über ganze Jahre streikten, zwei Stunden am Freitag, drei Stunden am Dienstag... Diese Situation konnte nicht so bleiben."* Und er präzisiert, dass *"es seitdem bereits sieben oder acht Streiktage gegeben hat, was durchaus beweist, dass das Streikrecht in keiner Weise beschnitten wurde"*.

Montebourg wünscht eine unabhängige Prüfung

Eine weitere Entscheidung, die im Amt schlecht ankommt: Es ist nunmehr verboten, von der beruflichen Mailbox aus eine Mail an mehr als fünfzig Empfänger zu senden, sodass die Amtsleitung auf diese Weise die interne gewerkschaftliche Kommunikation abbremst. Auch hier nimmt der EPA-Chef an: *"Die Mailbox ist ein berufliches Instrument, das nicht dafür bestimmt ist, Maxi-E-Mails zu empfangen. Eine Zeitlang erhielten wir davon praktisch eine pro Tag. Eine Mailbox am Arbeitsplatz hat nicht den Sinn, die Gewerkschaftsdokumentation zu empfangen."* Der Betroffene verteidigt sich insoweit: *"Ich weise die Vorstellung vollständig zurück, nach der innerhalb des EPA die Redefreiheit beschränkt würde."*

Im gleichen Zusammenhang waren in den letzten Monaten ein Dutzend Gewerkschafts- oder Personalvertreter Sanktionen ausgesetzt, Maßnahmen, die von den Gewerkschaften als *"unbillig"* angesehen werden, während der Präsident **ihm selbst nahestehende Personen**, alles Franzosen, auf Schlüsselposten der Institution berufen hat. Benoît Battistelli wird intern auch widersprochen, weil er jede Ermittlung, die diesen Namen verdient, in Bezug auf zwei Selbstmordfälle von Mitarbeitern, einen im Jahr 2012, den anderen im Jahr 2013, blockiert hat. Jedes Mal berief sich die Leitung auf die *"funktionelle Immunität"*, die internationale Institutionen dieser Art genießen, wodurch jede Ermittlung seitens der niederländischen Arbeitsbehörden vom Tisch gewischt wurde.

Der jüngste der beiden Suizidfälle ereignete sich dennoch am Arbeitsplatz: Ein Mitarbeiter sprang aus dem Fenster eines der Gebäude der Niederlassung in Den Haag. *"Man versucht, mich für Selbstmorde verantwortlich zu machen",* empört sich Battistelli. *"Wir sind beim EPA 7.000 Personen. Wenn Sie von den üblichen Suizidraten ausgehen, glaube ich nicht, dass dies etwas Außergewöhnliches ist."*

Trotz dieses extrem gespannten Betriebsklimas dürften sich die Mitglieder des Verwaltungsrats nicht gegen die Bestätigung des Franzosen an der Spitze des Amtes aussprechen. Dieser Verwaltungsrat besteht aus den Vertretern der 38 Mitgliedsstaaten (**Liste anbei**), darunter Frankreich. Arnaud Montebourg, aufsichtsführender Minister, wurde im Februar auf die soziale Situation innerhalb des EPA durch ein **Schreiben** des Abgeordneten PS Philip Corderoy (**lesen Sie dazu das diesen Dienstag erschienene Forum über Mediapart**) aufmerksam gemacht.

Von Seiten des Ministeriums, wo man sich weigert, mitzuteilen, ob man die Verlängerung des Mandats von Battistelli unterstützen wird oder nicht, hat die Analyse zwei Aspekte. Zunächst eine prinzipielle Unterstützung in einem der unheimlichsten Punkte der laufenden Sozialreformen: die Einschränkungen in Bezug auf das Streikrecht. *"Es stimmt, dass das französische Recht mehr*

verlangt, jedoch muss man verstehen, dass das EPA eine aus 38 Mitgliedsstaaten bestehende Einrichtung ist, und dies ist somit das Ergebnis eines Kompromisses, der mit den Prinzipien der Internationalen Arbeitsorganisation vereinbar ist. Wie dem auch sei, bisher gab es keine juristische Grundlage für dieses Streikrecht und diese Situation ist daher besser als zuvor", meint man im Kabinett von Arnaud Montebourg.

Das Ministerium ist auch im Begriff, durch die Stimme seines Vertreters eine "externe Prüfung der sozialen Beziehungen" innerhalb des Amts vorzuschlagen. Nichts besagt, dass eine Mehrheit des Verwaltungsrats diesem Vorschlag folgen wird, aber das Projekt könnte im Fall der Bestätigung immerhin bestimmte Projekte von Benoît Battistelli erschweren.

Benoît Battistelli auf einer Konferenz in Brüssel im September 2013, an der Seite von Michel Barnier und Antonio Campinos (Harmonisierungsamt für den Binnenmarkt - HABM). © Europäische Kommission

Bleibt ein gegenüber diesen sozialen Verkrampfungen zurückhaltender Akteur: die Europäische Kommission. Gewiss, das EPA ist von der Union völlig unabhängig, so sagt es seine Satzung. Aber der Europäische Kommissar für den Binnenmarkt, Michel Barnier, **sollte sich trotzdem betroffen fühlen**, nachdem er sich für die Einführung eines europäischen Einheitspatents eingesetzt hat, das 2013 nach jahrelangen aufreibenden Verhandlungen in Brüssel schließlich erreicht wurde... Denn es ist schon das EPA, dessen Aufgabe die Erteilung dieser europäischen Patente ist und welches zum bewaffneten Arm eines ganzen Stücks der Industriepolitik in Europa wird.

Gemeinsam mit Mediapart erweisen sich die Dienste von Michel Barnier auch hier als umsichtig. "Der Kommissar ist der Auffassung, dass die Rechte der Arbeiter zu respektieren sind und dass die Sicherstellung eines echten sozialen Dialogs von wesentlicher Bedeutung ist", erklärt ohne Verwunderung der Sprecher des früheren französischen Ministers, bevor er daran erinnert, dass "die Beziehungen zwischen dem EPA und der Kommission nicht von irgendeiner formellen Vereinbarung flankiert sind". Im Klartext: Die Kommission "ist nicht in der Lage, den Inhalt der Presseartikel zu bewerten, die über Änderungen in der internen Geschäftsordnung des Amts berichten" und sie spielt in den Verwaltungsräten lediglich die Rolle des Beobachters. Aber wie lange kann sich die europäische Exekutive mit dieser Beobachterrolle zufrieden geben, wenn sie in den kommenden Jahren weiterhin so stark auf das EPA setzt?

Publizistischer Leiter: Edwy Plenel

Verlagsleiter: François Bonnet

Die Zeitung MEDIAPART wird von der Société Editrice de Mediapart (SAS) herausgegeben.

Dauer der Gesellschaft: neunundneunzig Jahre ab 24. Oktober 2007.

Gesellschaftskapital: € 32.137,60.

Eingetragen im Handelsregister von PARIS unter der Nummer 500 631 932. Nummer beim paritätischen Ausschuss für Presseveröffentlichungen und -agenturen: 1214Y90071.

Verwaltungsrat: François Bonnet, Michel Brouet, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Vorsitzender), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Direkte und indirekte Aktionäre: Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan; Laurent Chemla, F. Vitrani; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Redaktion und Verwaltung: 8 passage Brulon, 75012 Paris

E-Mail: contact@mediapart.fr

Telefon: + 33 (0) 1 44 68 99 08

Fax: + 33 (0) 1 44 68 01 90

Eigentümerin, Herausgeberin, Druckerei und Erbringerin der angebotenen Dienstleistungen:

Société Editrice de Mediapart, Kapitalgesellschaft in vereinfachter Form mit einem Kapital von € 32.137,60, eingetragen im Handelsregister von PARIS unter der Nummer 500 631 932, deren Gesellschaftssitz sich in 75012 Paris, 8 passage Brulon, befindet.

Abonnement: Bezüglich aller Informationen, Fragen oder Empfehlungen setzen Sie sich bitte per E-Mail mit dem Abonentenservice von Mediapart in Verbindung unter: serviceabonnement@mediapart.fr. Sie können Ihre Mitteilungen auch an die Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris, senden.

Sociaal klimaat bij Europees Octrooibureau uiterst gespannen

Door Ludovic Lamant

Artikel gepubliceerd op dinsdag 24 juni 2014

Het sociale klimaat bij deze intergouvernementele organisatie, geleid door een Fransman die steeds vaker in opspraak komt, is funest. Aan de vooravond van een belangrijke vergadering van de Raad van Bestuur verzoekt Montebourg, de Franse minister van economische zaken, om een extern onderzoek naar de sociale situatie.

De instelling heeft de kenmerken van een microstaat, is niet erg bekend bij het grote publiek en heeft een bestuur dat steeds meer gevoelens van onbehagen oproept. Inperking van het stakingsrecht, belemmering van de vakbondsactiviteiten, schorsing van bepaalde werknemers die het niet eens zijn met de officiële koers ...

De lijst klachten tegen de directie van het Europees Octrooibureau (**EOB**), een intergouvernementele organisatie die bijna 7000 mensen in dienst heeft, is de afgelopen twee jaar almaar langer geworden.

De spanningen zijn zo hoog opgelopen dat de nationale en **Europese** vertegenwoordigers in **Italië**, **Frankrijk** of Luxemburg de herhaalde noodkreten van de vakbondsmensen, die protesteren tegen hetgeen zij "*managementpraktijken uit een vorig tijdperk*" noemen, inmiddels hebben overgenomen. Bron van de controverse is Benoît Battistelli, een Fransman van 63 jaar en afgestudeerd aan de *École nationale d'administration*, die sinds 2010 voorzitter is van de organisatie. Intern wordt zijn stijl door sommigen vergeleken met "*die van Afrikaanse dictators*", als we moeten afgaan op het ruwe beeld dat het dagblad *Die Zeit* in maart **van hem schetste**.

De Raad van Bestuur van het EOB vergadert komende woensdag en donderdag, binnen de muren van zijn locatie in Den Haag, en Battistelli hoopt op een impliciete verlenging (met drie jaar) van zijn huidige mandaat, dat in juni 2015 afloopt. De zaak lijkt zo goed als rond, ondanks de interne sociale spanningen. De woedende werknemers zijn van plan buiten op het terrein een demonstratie te organiseren, bij gebrek aan betere middelen (in eerste instantie was een staking gepland, maar de directie heeft besloten de daarvoor benodigde interne stemming uit te stellen). Hun slogan: "*Het personeel van het EOB heeft recht op dezelfde rechten als de Europese burgers.*"

"*Battistelli negeert ons, loopt over ons heen en gaat met veel machtsvertoon met problemen om*", aldus een van de vakbondsmensen, die anoniem wil blijven uit angst voor interne represailles. De enige vakbond van de organisatie, **Suepo**, kan bijna de helft van de werknemers tot haar leden rekenen. Suepo heeft bij de verkiezingen van de personeelsvertegenwoordigers op 18 juni 38 van de 44 beschikbare posten gekregen, maar stelt dat ze systematisch afzijdig gehouden worden bij de besluitvorming van het Bureau over het sociale management.

Benoît Battistelli, tevens raadslid voor de rechtse partij UMP in de gemeente **Saint-Germain-en-Laye**, vindt zelf dat hij "*al maanden slachtoffer is van een lastercampagne en pogingen hem aan het wankelen te brengen*". Tegenover Mediapart bestrijdt hij alle aan hem gerichte verwijten en herinnert hij aan het feit dat hij vier jaar geleden door de Raad van Bestuur is gekozen "*met een heel duidelijk mandaat, namelijk de modernisering van het Bureau*".

[Benoît Battistelli, voorzitter van het Europees Octrooibureau. © EOB]

Kijken we enkel naar de cijfers, dan is de balans van Battistelli tamelijk vleidend: het EOB is een goed geoliede, rendabele machine, met een omzet van twee miljard euro per jaar, die het afgelopen jaar maar liefst 270.000 octrooiaanvragen heeft behandeld (met 67.000 verleende octrooien). Hoewel de organisatie met haar **38 lidstaten** officieel niet aan de Europese Unie verbonden is, is zij een essentieel onderdeel geworden van het industriebeleid op het Europese vasteland. En haar zeer hoog opgeleide werknemers (waarvan 1200 Frans) hebben a priori niets te klagen: nog los van de sociale voordelen van het werken in het buitenland en hun flexibele pensioen, ligt het gemiddelde salaris boven de 7000 euro, als we mogen afgaan op het **officiële verslag** van het boekjaar 2012.

Maar deze onmiskenbaar comfortabele positie kan de onderhuidse spanningen niet wegnemen. Want het EOB heeft, net als alle andere intergouvernementele organisaties, de macht om zelf zijn statuten en huishoudelijk reglement vast te stellen, los van elke nationale wetgeving. Met als enige beperking dat het moet voldoen aan enkele basisprincipes die door de Internationale Arbeidsorganisatie (ILO) zijn vastgesteld, en aan de jurisprudentie van de rechtbank van de ILO. Sinds eind 2012 wordt Battistelli er door de vakbondsmensen van beschuldigd van zijn volledige onafhankelijkheid te hebben geprofiteerd om elke vorm van interne tegenspraak in de kiem te smoren en een ondoorzichtig managementsysteem te creëren dat in zijn persoonlijke voordeel werkt.

Een van de gevoeligste kwesties is de inperking van het stakingsrecht. Na daarvoor in juni 2013 het groene licht te hebben gekregen van de Raad van Bestuur, die hem op dit vlak carte blanche gaf, heeft de voorzitter via een circulaire de criteria aangescherpt: voortaan moet een vakbondslid of een groep die minimaal 10% van de werknemers vertegenwoordigt, eerst een verzoek indienen bij de directie. Deze organiseert vervolgens een interne stemming over het principe van een staking, waarbij de staking slechts mag doorgaan indien minimaal 50% van de uitgebrachte stemmen vóór is (met een deelname van minimaal 40% van de werknemers).

Ander detail in de circulaire: de aldus gehouden staking mag niet langer dan een maand duren.

“De situatie is nu zo dat een Franse directeur van het Bureau regels instelt die in zijn eigen land verboden zouden zijn... In Frankrijk bestaat een individueel stakingsrecht. Bij het EOB niet meer,” stelt een vakbondsmen ongerust. Battistelli komt echter voor de nieuwe wetgeving op: *“Voor mijn komst was er niets geregeld rondom het stakingsrecht, zodat mensen hele jaren konden staken, twee uur op vrijdag, drie uur op dinsdag ... Aan die situatie moest een einde komen.”* Om vervolgens te verduidelijken: *“inmiddels zijn er al zeven of acht stakingsdagen geweest. Dat bewijst dat het stakingsrecht absoluut niet ingeperkt is.”*

Montebourg wil een onafhankelijk onderzoek

Een ander besluit dat slecht valt bij het Bureau: het is voortaan verboden vanaf het zakelijke mailadres een mail te sturen naar meer dan vijftig geadresseerden. Zo kan de directie de interne communicatie van de vakbond afremmen. Ook hier staat de baas van het EOB achter: *“De mailbox is een middel dat bedoeld is voor het werk, en niet om zulke mails te ontvangen. Op een gegeven moment kregen we er zowat elke dag één. Een zakelijke mailbox is niet bedoeld om vakbondsdocumentatie te ontvangen.”* De betrokkene verdedigt zich bovendien: *“Ik bestrijd het idee dat de vrijheid van meningsuiting binnen het EOB ondermijnd zou worden ten stelligste.”*

In het verlengde hiervan hebben een twaalftal vakbondsmensen of personeelsvertegenwoordigers de laatste maanden sancties opgelegd gekregen. Maatregelen die door de vakbonden als *“zeer onrechtvaardig”* worden beschouwd, terwijl de voorzitter **goede bekenden** van hem, allemaal Fransen, op sleutelposities van de organisatie heeft aangesteld. Verder is Benoît Battistelli intern omstreden omdat hij een behoorlijk onderzoek naar twee gevallen van zelfmoord van werknemers, één in 2012 en één in 2013, heeft geblokkeerd. In beide gevallen deed de directie een beroep op de *“functionele onschendbaarheid”* die voor dit soort internationale organisaties geldt, en drukte zij elk onderzoek door Nederlandse arbodiensten de kop in.

En dat terwijl het laatste zelfmoordgeval plaatsvond op de werkplek: een werknemer sprong uit het raam van een van de gebouwen van het hoofdkantoor in Den Haag.

“Ze proberen mij verantwoordelijk te stellen voor zelfmoorden,” aldus een verontwaardigde Battistelli. *“We werken met 7000 mensen bij het EOB. Gelet op de normale zelfmoordaantallen, geloof ik niet dat hier sprake is van iets uitzonderlijks.”*

Ondanks het uitermate gespannen sociale klimaat, zouden de bestuursleden zich er niet tegen moeten verzetten dat de termijn voor de Fransman als voorzitter van het Bureau wordt verlengd. De Raad van Bestuur bestaat uit vertegenwoordigers van de 38 lidstaten (***klik hier voor de lijst***), waaronder Frankrijk. Arnaud Montebourg, toezichthoudend minister, is in februari over de interne sociale situatie bij het EOB geïnformeerd via een **brief** van Kamerlid Philip Cordery van de PS (Socialistische Partij) (***lees zijn betoog in de publicatie van afgelopen dinsdag op Mediapart***).

In de kringen rond de minister, waar men weigert te zeggen of men de verlenging van het mandaat van Battistelli al dan niet zal steunen, is de analyse tweeledig.

In de eerste plaats is er steun voor het principe van een van de meest duivelse sociale hervormingen die momenteel plaatsvinden: de inperking van het stakingsrecht. *“Het klopt dat het Franse recht veeleisender is, maar we moeten goed begrijpen dat het EOB een organisatie is die uit 38 lidstaten bestaat en dus het resultaat is van een compromis, dat verenigbaar is met de principes van de Internationale Arbeidsorganisatie. Hoe het ook zij, tot nu toe was er geen juridische grondslag voor dit stakingsrecht. De situatie is dus alleen maar verbeterd,”* zo vindt men bij het kabinet van Arnaud Montebourg.

De minister maakt zich ook op om via zijn vertegenwoordiger een *“extern onderzoek van de sociale betrekkingen”* binnen het Bureau voor te stellen. Het valt nog te betwijfelen of hij een meerderheid van het Bestuur achter zich zal krijgen, maar als dit plan doorgaat, zou het toch bepaalde plannen van Benoît Battistelli kunnen compliceren.

[Benoît Battistelli tijdens een conferentie in september 2013 in Brussel, samen met Michel Barnier en Antonio Campinos (OHIM). © Europese Commissie.]

Blijft over een instelling die discreet kan handelen met het oog op deze sociale spanningen: de Europese Commissie. Natuurlijk, het EOB is conform zijn statuten volledig onafhankelijk van de Europese Unie. Maar Michel Barnier, Europees Commissaris voor de interne markt, zou zich toch zorgen moeten maken. Hij is tenslotte degene die heeft aangedrongen op het instellen van een enkel Europees octrooi, **dat hij uiteindelijk in 2013 voor elkaar heeft gekregen** na jaren van slepende onderhandelingen in Brussel. Want het is wel het EOB dat de taak heeft die Europese octrooien te verlenen en de gewapende arm van een heel segment van het industriële beleid in Europa zal worden.

Tegenover Mediapart blijken de diensten van Michel Barnier ook hier omzichtig. *“De Commissaris is van mening dat de rechten van werknemers gerespecteerd moeten worden, en dat het essentieel is dat er ruimte is voor een werkelijke sociale dialoog”*, zo luidt de niet bepaald verrassende uitleg van de woordvoerder van de voormalige Franse minister, die daaraan toevoegt dat *“de relatie tussen het EOB en de Commissie door geen enkel formeel akkoord wordt geregeld.”* Oftewel: de Commissie *“is niet in staat de inhoud van de persberichten over de wijzigingen van het huishoudelijk reglement van het Bureau te evalueren”* en speelt slechts de rol van toeschouwer in de Raad van Bestuur. Maar hoelang blijft het Europese uitvoerende orgaan zich tevredenstellen met deze rol van toeschouwer, als het de komende jaren zo sterk op het EOB blijft rekenen?

Directeur publicatie: Edwy Plenel

Hoofdredacteur: François Bonnet

Mediapart is een uitgave van Société Editrice de Mediapart (SAS).

Duur van de vennootschap: negenennegentig jaar vanaf 24 oktober 2007.

Maatschappelijk kapitaal: € 32.137,60.

Ingeschreven in het handelsregister van Parijs onder nummer 500 631 932. Nummer paritaire commissie publicaties en persbureaus: 1214Y90071.

Raad van Bestuur: François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (voorzitter), Marie-Hélène Smiéjan en Thierry Wilhelm. Directe en indirecte aandeelhouders: Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan; Laurent Chemla, F. Vitrani; Société Ecofinance, Société Doxa en Société des Amis de Mediapart.

Redactie en administratie: 8 passage Brulon 75012 Parijs

E-mail: contact@mediapart.fr

Telefoon: + 33 (0) 1 44 68 99 08

Fax: + 33 (0) 1 44 68 01 90

Eigenaar, uitgever, drukker en verlener van aangeboden diensten: Société Editrice de Mediapart, vereenvoudigde vennootschap op aandelen met een kapitaal van € 32.137,60, ingeschreven in het handelsregister van Parijs onder nummer 500 631 932, met statutaire zetel 8 passage Brulon, 75012 Parijs.

Abonnement: voor informatie, vragen of advies is de abonneeservice van Mediapart bereikbaar via e-mail: serviceabonnement@mediapart.fr. U kunt ook schrijven aan Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Parijs.